

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES
PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo, France et autres Pays d'expression française . . . 1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs 800 frs
Avion	3.300 frs 1.700 frs
Etranger 1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs 900 frs
Avion	3.750 frs 2.300 frs
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs
	Par porteur ou par poste :
	Togo, France et autres Pays
	d'expression française 90 frs
	Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO
B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs
Direction, Rédaction et Administration :	
Cabinet du Président de la République	
Téléphone 27-01 — LOME	

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1972	
6 janv. — Décret n° 72-1 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte du coprah 1972.	63
6 janv. — Décret n° 72-2 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour les graines de ricin de la récolte 1972.	53
6 janv. — Décret n° 72-3 fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton allien et mono de la récolte 1971-72.	53
6 janv. — Décret n° 72-4 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte des palinistes 1972.	54
6 janv. — Décret n° 72-5 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte d'arachide 1971-72.	54
6 janv. — Décret n° 72-6 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte de café 1971-72.	55
8 janv. — Décret n° 72-7 portant modification du décret n° 68-146 du 27 juillet 1968 et du décret n° 70-219 du 16 décembre 1970 relatifs à l'achat des cotons-graines.	56

10 janv. — Décret n° 72-10 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat pour le kapok de la récolte 1971.	56
10 janv. — Décret n° 72-11 portant extension aux ambassadeurs et chefs de représentation ou mission diplomatique les dispositions du décret n° 71-13 du 25 janvier 1971.	56
10 janv. — Décret n° 72-12 portant création d'une indemnité de logement au profit du personnel togolais servant dans les représentations diplomatiques.	57
12 janv. — Décret n° 72-13 accordant remise de peines.	57

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés portant inscription au tableau d'avancement et promotion.	57
---	----

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

1971	
3 déc. — Décision n° 1205-MFEP-DFP portant autorisation de paiement d'une somme à l'ordre de l'ambassade du Togo à Bruxelles.	58
31 déc. — Arrêté n° 431-MFEP-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Dagan Anselme.	58
31 déc. — Arrêté n° 432-MFEP-CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de M. Agbodjan Blaise.	58
1972	
3 janv. — Arrêté n° 1-MFEP-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tagba Félix.	58
3 janv. — Décision n° 2-MFEP-F portant autorisation de paiement d'une somme en faveur du bureau international du travail à Genève.	58
3 janv. — Décision n° 3-MFEP-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétaire général de l'union internationale des télécommunications (U.I.T.) Place des Nations à Genève.	58

- 3 janv. — Décision n° 4-MFEP-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'union africaine et malgache des postes et télécommunications (UAMPT) à Brazzaville. 58
- 6 janv. — Arrêté n° 3-MFEP-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Johnson Abalovi André. 59
- 6 janv. — Arrêté n° 4-MFEP-CR accordant des allocations familiales à M. Kotin Dofontien Jean. 59

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1971

- 29 déc. — Arrêté n° 761-MFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. 59
- Arrêtés et décisions portant intégrations, admission dans divers corps de la fonction publique, nomination, passages automatiques d'échelon, titularisations, recasement, avancement automatique d'échelon, régularisation et révision de situation administrative, engagements, changement d'emploi, suspension de fonctions, incarcération, licenciement, rectificatif à un précédent arrêté portant admission dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles. 59

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**
1972

- 6 janv. — Arrêté n° 1-MTP-TP-D portant rattachement du secteur des travaux publics de Kandé à la subdivision des travaux publics de Lama-Kara. 67
- Décision portant classement. 67

DIVERS

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

1972

- 5 janv. — Arrêté n° 1-INT-APA portant interdiction de séjour aux nommés Akpiti Sourou et Amidou Chakirou. 67
- 5 janv. — Arrêté n° 2-INT-APA portant interdiction de séjour au nommé Harm Wolf Dieter. 67

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

1971

- 31 déc. — Circulaire n° 36-MFEP-DE abrogeant la circulaire n° 31-MFEP du 9 décembre 1971 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières. 68

1972

- 6 janv. — Lettre circulaire n° 5-MFEP-DE relative à la réglementation de la position globale nette en devises et en francs des établissements bancaires à l'égard de l'étranger. 68

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

- Avis d'appel d'offres (Construction d'un bloc administratif au centre national hospitalier de Tokoin). 68
- Conservation de la propriété foncière (Avis de demande d'immatriculation). 68
- Avis de perte de titres fonciers. 70
- Avis de déclaration d'association (Assilassimé Gom-Gom). 70

PARTIE OFFICIELLE

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

D E C R E T S

DECRET N° 72-1 du 6/1/72 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte du coprah 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur du coprah pour la période du 5 janvier au 31 décembre 1972 est fixé à 30 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixé à 39.503 francs CFA la tonne.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au journal officiel de la République Togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 6 janvier 1972
Général E. Eyadéma

**CAMPAGNE D'ACHAT DU COPRAH
BAREME COPRAH 1972**

Francs CFA la tonne

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR BASE ANECHO 30.000

1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	800
2 Transport au centre de collecte	500
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	457
4 Transport (y compris voie locale)	420

2.177

VALEUR NU-BASCULE LOME 32.177

5 Sacherie 16 2/3 à 65	1.083
6 Usure sacherie 10%	108
7 Entrée et sortie magasin Lomé	369
8 Loyer magasin Lomé	250
9 Financement 7% 3 mois sur V.L.M.	620
10 Frais généraux fixes	800

3.230

VALEUR LOCO-MAGASIN LOME 35.407

11 Déchets 5% V.L.M.	1.770
12 Commission acheteur agréé	1.200
13 Transit (y compris voie locale)	1.126

4.096

VALEUR A FACTURER A L'OPAT 39.503

DECRET N° 72-2 du 6/1/72 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour les graines de ricin de la récolte 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur des graines de ricin pour la période du 5 janvier au 31 décembre 1972 est fixé à 17 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 25.121 francs CFA la tonne.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 6 janvier 1972

Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU RICIN BAREME RICIN 1972

Francs CFA la tonne

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR BASE ANECHO 17.000

1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.000
2 Transport au centre de collecte	800
3 Manutention, foyer magasin acheteur agréé	519
4 Transport (y compris voie locale)	550
	2.869

VALEUR NU-BASCULE LOME 19.869

5 Sacherie 16 2/3 à 65	1.083
6 Usure sacherie 10 %	108
7 Entrée et sortie magasin Lomé	307
8 Loyer magasin Lomé	150
9 Financement 7 % sur 3 mois V.L.M.	397
10 Frais généraux fixes	800
	2.845

VALEUR LOCO-MAGASIN LOME 22.714

11 Déchets 3 % sur V.L.M.	681
12 Commission acheteur agréé	600
13 Transmis (y compris voie locale)	1.126
	2.407

VALEUR A FACTURER A L'OPAT 25.121

DECRET N° 72-3 du 6/1/72 fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton Allen et Mono de la récolte 1971-72.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 70-218 du 15 décembre 1970 fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton de la récolte 1970-71 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme et du ministre de l'économie rurale ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les dates d'ouverture et de fermeture de la campagne cotonnière 1971-72 sont fixées comme suit pour les différentes variétés de coton :

— Coton Allen :	Ouverture 5 janvier 1972 Fermeture 18 mai 1972
— Coton Mono :	Ouverture 5 janvier 1972 Fermeture 31 mai 1972.

Art. 2 — Les prix d'achat au producteur tous marchés sont les suivants :

— Coton Allen :	1 ^{re} qualité : 35 francs le kg 2 ^e qualité : 27 francs le kg
— Coton Mono :	1 ^{re} qualité : 30 francs le kg 2 ^e qualité : 23 francs le kg

Art. 3 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs de cession à l'usine d'égrénage sont fixées à :

— Coton Allen :	1 ^{re} qualité : 42.151 fr. la tonne 2 ^e qualité : 34.111 fr. la tonne
— Coton Mono :	1 ^{re} qualité : 37.126 fr. la tonne 2 ^e qualité : 30.091 fr. la tonne.

Art. 4 — Les frais de traitement des champs de coton allen seront remboursés par les cultivateurs ayant bénéficié de ces traitements effectués par les SORAD.

Art. 5 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Dapango :	6.000 francs CFA la tonne
Région de Mango :	5.000 francs CFA la tonne
Région de Lama-Kara :	4.000 francs CFA la tonne
Région de Bassari :	3.000 francs CFA la tonne
Région de Sokodé :	2.000 francs CFA la tonne
Région d'Akposso :	500 francs CFA la tonne
Région de Nuatja :	500 francs CFA la tonne.

Ce dernier vaut exclusivement pour le coton non égrené à l'usine de Nuatja.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 6 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 6 janvier 1972

Général E. Eyadéma

BAREME COTON ALLEN 1971-72

	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité
Prix d'achat au producteur	35.000 F/T	27.000 F/T
Valeur nu-usine coton brut	39.219 F/T	31.219 F/T
Valeur de cession à l'usine	42.151 F/T	34.111 F/T

BAREME COTON MONO 1971-72

	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité
Prix d'achat au producteur	30.000 F/T	23.000 F/T
Valeur nu-usine coton brut	34.219 F/T	27.219 F/T
Valeur de cession à l'usine	37.126 F/T	30.091 F/T

BAREME DES FRAIS

COTON FIBRE RECOLTE 1971-72

1) Egrenage-Emballage	15.000
2) Transport usiné à gare et chargement	799
3) Transport chemin de fer	2.090
4) Manutention et mise en magasin	799
5) Loyer	200
6) Transit et mise à bord	1.126

FRAIS A FACTURER A L'OPAT 20.014

BAREME GRAINES DE COTON 1971-72

1) Mise en sac usine	246
2) Chargement camion et wagon	307
3) Transport Atakpamé-Lomé	1.400
4) Emballage 16,66 à 65	1.083
5) Manutention et mise en wagon	369
6) Loyer magasin Lomé	200
7) Transit et mise à bord	1.126
8) Frais généraux	500

FRAIS A FACTURER A L'OPAT 5.231

DECRET N° 72-4 du 6/1/72 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte des palmistes 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur des palmistes pour la période du 5 janvier au 31 décembre 1972 est fixé à 21 francs CFA le kg en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 29.373 francs CFA la tonne.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 6 janvier 1972

Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES PALMISTES
BAREME PALMISTES

Francs CFA la tonne

Prix d'achat au producteur	21.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	800
2 Transport au centre de collecte	1.000
3 Manutention et loyer magasin acheteur agréé	519
4 Transport (y compris voie locale)	615
	2.934
Valeur nu-basculé Lomé	23.934
5 Sacherie 12 1/2 à 65	813
6 Usure sacherie 10 %	81
7 Entrée et sortie magasin Lomé	307
8 Loyer magasin Lomé	200
9 Financement 7 % sur 3 mois V.L.M.	465
10 Frais généraux fixes	750

2.616

Valeur loco-magasin Lomé	26.550
11 Déchets 3 % sur V.L.M.	797
12 Commission acheteur agréé	900
13 Transit (y compris voie locale)	1.126

2.823

Valeur à facturer à l'OPAT 29.373

DECRET N° 72-5 du 6/1/72 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte d'arachide 1971-1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 71-139 du 17 juin 1971 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat des arachides (récolte 1970-71) ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide de la récolte 1971-72 est fixée au 5 janvier 1972.

Art. 2 — Le prix d'achat au producteur des graines d'arachide décortiquées de ladite récolte est fixé à 26 frs le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 35.914 francs CFA la tonne.

Art. 4 — Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 6 janvier 1972

Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES ARACHIDES Barème arachides 1971-1972

Prix d'achat au producteur	Zone I Région des Savanes	Zone II Région du Centre	Zone III Région des Plateaux et Région Maritime
Francs CFA la tonne	26.000	26.000	26.000
1 Commission acheteur produit	800	800	800
2 Transport au centre de collecte	6.000	2.490	1.500
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	313	313	313
4 Transport par chemin de fer	2.190	2.190	1.434
Valeur nu-basculé Lomé	35.303	31.793	4.047
5 Sacherie 13 1/3 à 65			866
6 Usure et montée sacherie 10% + 45			132
7 Entrée et sortie magasin			307
8 Loyer magasin Lomé			200
9 Financement 7% sur 3 mois V.L.M.			582
10 Frais généraux fixes			1.130
Valeur loco-magasin Lomé			3.217
11 Déchets 1% sur VLM moins sacherie			324
12 Commission acheteur agréé			1.200
13 Transit (y compris voie locale)			1.126
Valeur à facturer à l'OPAT			2.650
			35.914

NOTA : Pour les arachides achetées dans la région des savanes et du centre, l'OPAT remboursera à l'acheteur agréé la différence entre la valeur nu-basculé zone III et la valeur nu-basculé des deux autres zones sur présentation des tickets de transport délivrés par le service du conditionnement à Lomé.

DECRET N° 72-6 du 6/1/72 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte de café 1971-72.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 71-163 du 2 septembre 1971 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et des cafés triages et brisures de la récolte 1970-71 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du café de la récolte 1971-72 est fixée au 5 janvier 1972.

Art. 2 — Les prix d'achat au producteur de ladite récolte sont fixés comme suit pour les différentes variétés de café en tous points de traite :

Café Robusta Niaouli = 75 F le kilogramme

Café Arabica = 100 F le kilogramme

Art. 3 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs à facturer à l'office des produits agricoles du Togo sont fixées à 95.233 francs CFA la tonne pour le Robusta Niaouli et à 120.017 francs CFA la tonne pour l'Arabica.

Art. 4 — La date de la commercialisation des cafés dits triages et brisures sera fixée ultérieurement.

Art. 5 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Lomé : 2.000 frs la tonne

Région d'Akposso Nord : 1.300 frs la tonne

Région d'Akposso Plateau : 1.300 frs la tonne

Canton d'Akébou : 1.300 frs la tonne

Région de Pagala : 1.300 frs la tonne

Région de Dayes : 1.500 frs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 6 — Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 6 janvier 1972

Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE BAREME CAFE ROBUSTA NIAOULI 1971-72

Prix d'achat au producteur	Francs CFA la tonne
1 Commission acheteur produit	1.800
2 Manutention, loyer magasin acheteur produit	400
3 Transport au centre de collecte	2.000
	4.200
Valeur nu-basculé centre de collecte	79.200
4 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	1.109
5 Transport chemin de fer	1.075
	2.184
Valeur nu-basculé Lomé	81.384
6 Passage au catador y compris déchets	1.600
7 Calibrage	1.500
8 Sacherie 16 2/3 à 56	933
9 Amortissement de sac 10 %	93
10 Entrée et sortie magasin	492
11 Loyer magasin Lomé	300
12 Financement 7 % 4 mois V.L.M.	2.131
13 Frais généraux fixes	2.900
	9.949

Valeur Loco-magasin Lomé	91.333
14 Commission acheteur agréé (3 % V.L.M. + Transit)	2.774
15 Transit (y compris voie locale)	1.126
	3.900
Valeur à facturer à l'OPAT	95.233

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE BAREME CAFE ARABICA 1971-72

	Francs CFA la tonne
Prix d'achat au producteur	100.000
1 Commission acheteur produit	1.500
2 Manutention, loyer magasin acheteur produit ..	400
3 Transport au centre de collecte	2.000
	4.200
Valeur nu-basculer centre de collecte	104.200
4 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	1.109
5 Transport chemin de fer	1.075
	2.184
Valeur nu-basculer Lomé	106.384
6 Amortissement de sac 10 %	1.600
7 Sacherie 16 2/3 à 56	933
8 Amortissement de sac 10 %	93
9 Entrée et sortie magasin	492
10 Loyer magasin Lomé	300
11 Financement 7 % 4 mois V.L.M.	2.693
12 Frais généraux fixes	2.900
	9.011
Valeur loco-magasin Lomé	115.395
13 Commission acheteur agréé (3 % V.L.M. + Transit)	3.496
14 Transit (y compris voie locale)	1.126
	4.622
Valeur à facturer à l'OPAT	120.017

DECRET N° 72-7 du 8-1-72 portant modification du décret n° 68-146 du 27 juillet 1968 et du décret n° 70-219 du 16 décembre 1970 relatifs à l'achat des cotons — graines.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;
Vu le décret n° 67-254 du 27 décembre 1967 fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton de la récolte 1966-67 ;
Vu le décret n° 68-146 du 27 juillet 1968 portant organisation du marché des cotons-graines ;
Vu le décret n° 70-219 du 16 décembre 1970 portant organisation de l'achat des cotons-graines ;
Sur proposition du ministre de l'économie rurale ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La commercialisation des cotons-graines sera faite en vrac et en deux qualités pour les variétés Allen et Mono.

Art. 2 — L'office des produits agricoles du Togo (OPAT) a le monopole de la commercialisation des cotons sur toute l'étendue du territoire togolais.

2.2. — La collecte des cotons-graines au niveau des producteurs sera effectuée :

2.2. 1 — en ce qui concerne la variété Allen, par les sociétés rurales d'aménagement et de développement (SORAD) et les coopératives de production de coton dûment agréées par le ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme après avis du ministre de l'économie rurale.

22.2 — Pour la variété Mono, par :
— des acheteurs agréés par le ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme,
— Par les SORAD.

— les coopératives de production du coton.

22.3 — Toutefois des coopératives de production du coton ne commercialiseront que la production de leurs adhérents.

Art. 3 — L'achat des cotons-graines se fera sur des marchés bien définis et en fonction d'un calendrier qui sera établi et publié chaque année avant l'ouverture de la campagne.

Art. 4 — Le ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme et le ministre de l'économie rurale sont chargés de l'application du présent décret qui sera publié par la procédure d'urgence et inséré au *Journal officiel*.

Lomé, le 8 janvier 1972

Général E. Eyadéma

DECRET N° 72-10 du 10-1-72 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat pour le kapok de la récolte 1971.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 71-136 du 17 juin 1971 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour le kapok de la récolte 1971 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1971 est fixée au 3 janvier 1972.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 10 janvier 1972

Général E. Eyadéma

DECRET N° 72-11 du 10-1-72 portant extension aux ambassadeurs et chefs de représentation ou de mission diplomatique les dispositions du décret n° 71-13 du 25 janvier 1971.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 67-129 du 22 juin 1967 définissant les positions et fixant le régime de rémunération des personnels des représentations diplomatiques ;

Vu le décret n° 71-13 du 25 janvier 1971 ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances, de l'économie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — A compter du 1^{er} janvier 1971, les dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 71-13 du 25 janvier 1971 sont étendues aux ambassadeurs et chefs de représentation ou de mission diplomatique en ce qui concerne leur traitement de fonction fixé uniformément à 100.000 francs CFA par l'article 10 du décret n° 67-129 du 22 juin 1967.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 janvier 1972

Général E. Eyadéma

DECRET N° 72-12 du 10-1-72 portant création d'une indemnité de logement au profit du personnel togolais servant dans les représentations diplomatiques.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;
Vu le décret n° 67-129 du 22 juin 1967 définissant les positions et fixant le régime de rémunération des personnels des représentations diplomatiques ;
Vu le décret n° 70-51 du 18 février 1970 abrogeant et remplaçant certaines dispositions du décret n° 67-129 ci-dessus ;
Vu le décret n° 71-90 du 4 mai 1971 abrogeant et remplaçant certaines dispositions du décret n° 70-51 ci-dessus ;
Sur proposition conjointe du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances, de l'économie et du plan ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé, pour compter du 1^{er} janvier 1972, une indemnité dite de logement, au profit du personnel togolais des représentations diplomatiques.

Elle est destinée à compenser les frais supplémentaires de logement.

Art. 2 — Les taux mensuels de l'indemnité de logement sont fixés suivant la fonction occupée et le lieu de résidence, conformément au tableau joint en annexe du présent décret.

Art. 3 — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances, de l'économie et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 janvier 1972

Général E. Eyadéma

ANNEXE

Taux mensuel (en francs CFA) de l'indemnité de logement allouée au personnel togolais des représentations diplomatiques.

FONCTION	EUROPE Paris - Bonn - Londres - Bruxelles	AMERIQUE Washington - New York	AFRIQUE Accra - Lagos-Kinshasa
Conseillers et secrétaires d'ambassade	32.000	45.000	15.000
Attachés d'ambassade	27.000	40.000	12.000
Chanciers	22.000	36.000	10.000
Agents comptables	18.000	32.000	10.000
Secrétaires	15.000	29.000	9.000
Huissiers et plantons	12.000	25.000	7.000
Chauffeurs et gens de maison	12.000	25.000	7.000

DECRET N° 72-13 du 12-1-72 accordant remise de peines.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — A l'occasion de la fête de la Libération Nationale du 13 janvier 1972, toute personne condamnée définitivement à la date du présent décret à une peine temporaire privative de liberté pour crimes et délits de droit commun bénéficie d'une remise gracieuse de peine égale au tiers de la durée de cette peine, sous réserve des exceptions prévues à l'article 2 ci-dessous.

En cas de condamnations multiples, la remise sera calculée sur la peine la plus forte.

Art. 2 — Sont exclus du bénéfice de la remise de peine prévue à l'article premier :

a) — les personnes condamnées pour détournements de deniers publics ou abus de confiance au préjudice d'organismes publics ou para-publics ;

b) — les condamnés pour homicide volontaire ou empoisonnement.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié selon la procédure d'urgence et au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 12 janvier 1972

Général E. Eyadéma

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Tableau d'avancement

Arrêté n° 3-PR-MDN du 3/1/72 — Les officiers dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1972 :

PREMIER REGIMENT INTERARMES TOGOLAIS

Pour le grade de capitaine
les lieutenants

Djelema Kokou Emmanuel

Sanvee Stéphan

Pour le grade de sous-lieutenant
l'adjudant-chef

Sassaka Koffi Jonas

GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE

Pour le grade de capitaine
le lieutenant

Gnama Adj Pierre

DIRECTION DES SERVICES DES FAT

Pour le grade d'intendant militaire de 3^e classe
le capitaine

Lawson Merlaud Eugène

Promotion

Arrêté n° 1/PR-MDN du 3-1-72 — Les officiers dont les noms suivent sont promus au grade ci-après dans les forces armées togolaises pour compter du 1^{er} janvier 1972 :

DIRECTION DES SERVICES DES F.A.T.

Au grade d'intendant militaire de 3^e classe

le capitaine Lawson Merlaud Eugène échelon 3 — indice 2500

PREMIER REGIMENT INTERARMES TOGOLAIS

Au grade de sous-lieutenant

l'adjudant-chef Sassaké Jonas, échelon 2 — indice 1400.

MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE
ET DU PLAN

Autorisations de paiement

Décision n° 1205/MFEP/DFP du 3-12-71 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'Ambassade du Togo à Bruxelles, de la somme de cinquante quatre millions deux cent mille (54.200.000) francs CFA destinée à l'acquisition du terrain et de l'immeuble de la chancellerie du Togo à Bruxelles (Belgique).

Cette somme augmentée de vingt quatre mille sept cent cinquante sept (24.757) francs CFA de frais de virement soit au total cinquante quatre millions deux cent vingt quatre mille sept cent cinquante sept (54.224.757) francs CFA sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture du règlement anticipé effectué par l'UTB-Lomé.

Les dépenses sont imputables comme suit au 2^e collectif du budget d'investissement, gestion 1970 (ordonnance n° 21 du 11 juin 1971) :

1^o) cinquante quatre millions deux cent mille (54.200.000) francs CFA — chapitre 4, article 1, paragraphe 3, rubrique f.

2^o) vingt quatre mille sept cent cinquante sept (24.757) francs CFA — chapitre 6, article 1, paragraphe 6, rubrique f.

Décision n° 3 MFEP-F du 3-1-72 — Est autorisé le paiement en faveur du bureau international du travail à Genève, à son compte N° 1 à la Irving Trust Company, 1, Wall Street, New York 10.015 N.Y., de la somme de Sept millions quatre cent cinquante quatre mille huit cent quarante huit (7.454.848) francs CFA au titre de la contribution du Togo à cet organisme pour l'année 1971.

La dépense, imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 39, article 3 sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Togo en couverture du virement anticipé effectué par la BCEAO-Lomé.

Décision n° 3 MFEP-F du 3/1/72 — Est autorisé le paiement au profit du secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) place des Nations, 1211 Genève 20 (Suisse) CCP. N° 12-50, de la somme de vingt sept mille cinq cents (27.500) francs suisses soit un million huit cent cinquante cinq mille cinq cent soixante trois (1.855.563) francs CFA au titre de la contribution du Togo année 1971 à cet organisme.

La dépense imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 39, article 3, paragraphe 1 — sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Togo en couverture du règlement anticipé effectué par la BCEAO/Lomé.

Décision n° 4/MFEP-F du 3/1/72 — Est autorisé le paiement au profit de l'Union africaine et malgache des postes et télécommunications (UAMPT) CCP N° 103 30 Brazzaville, de la somme de deux cent mille (200.000.-) francs CFA au titre de la participation du Togo au don commun pour la construction du nouveau bâtiment de l'U.I.T. à Genève.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 39, article 3, paragraphe 2.

Concession de pensions de retraite, de veuve
et d'orphelin

Arrêté n° 431/MFEP/CR du 31-12-71 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Dagan Anselme, chef débarcadère de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo en retraite est porté de 10% à 15 % de sa pension principale deux cent vingt trois mille deux cent soixante seize (223.276) francs pour compter du 1^{er} décembre 1971 au titre de son enfant Clémentine, née le 28 septembre 1954.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à trente trois mille quatre cent quatre vingt douze (33.492) francs pour compter du 1^{er} décembre 1971.

Arrêté n° 432/MFEP/CR du 31-12-71 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Agbodjan Thérèse (née Lawson), épouse de M. Agbodjan Blaise, contremaître de 1^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 740, pourcentage 63%) en retraite décédé le 6 avril 1971, une pension de veuve au taux annuel de cent six mille cent trente six (106.136) francs pour compter du 1^{er} mai 1971.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe II de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Agbodjan Thérèse (née Lawson), une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants désignés ci-après :

Maurice, né le 24 février 1941

Mathilde, née le 21 septembre 1943

Mathias, né le 7 août 1946.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à dix mille six cent seize (10.616) francs pour compter du 1^{er} mai 1971.

Arrêté n° 1/MFEP/CR du 3-1-72 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Tagba Rosaline, (née Pato)

Tagba Akowa, (née Amah)

Tagba Brigitte, (née Takouda)

Tagba Thérèse, (née Bali)

Tagba Julienne, (née Tagba Tchalla)

épouses de M. Tagba Félix, adjudant de 2^e échelon n° mie 86.988 (indice 950, pourcentage 62%) décédé le 22 janvier 1971, une pension de veuve au taux annuel de vingt six mille quatre cent soixante (26.460) francs pour compter du 1^{er} février 1971.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension d'orphelin fixée à vingt six mille quatre cent soixante (26.460) francs l'an pour compter du 1^{er} février 1971 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Jean, né vers 1952

Kossoa, née le 19 juillet 1953

Agathe, née le 12 mars 1956

Yawou, né le 23 août 1957

Kossi, né le 16 février 1958

Colette, née le 24 mars 1963

Odette, née le 4 septembre 1963

Cyr, né le 12 juin 1964

Yvette, née le 23 janvier 1966

Amélie, née le 8 septembre 1967

Nestor, né le 12 août 1968

Ephrem, né le 8 septembre 1968

Germaine, née le 18 janvier 1969

Cyriaque, né le 13 mars 1970.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-nommés seront versés entre les mains de M. Tagba Koffi Prosper, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 3/MFEP-CR du 6-1-72 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Johnson Abalovi André, contre-maître de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo en retraite est porté de 20% à 25% de sa pension principale deux cent trente sept mille deux cents (237.200) francs pour compter du 1^{er} décembre 1971 au titre de son enfant Martine, née le 31 janvier 1955.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cinquante neuf mille trois cents (59.300) francs pour compter du 1^{er} décembre 1971.

Arrêté n° 4-MFEP-CR du 6-1-72 — M. Kotin Dofontien Jean, sous-brigadier 7^e échelon de la police du Togo en retraite, pourra prétendre sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Rosaline, née le 8 février 1970.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotion

Arrêté n° 761-MFP du 29-12-72 — Sont promus au titre de l'année 1971, les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.

Premier semestre

Agriculture

CADRE DES INGENIEURS-ADJOINTS (catégorie B)

Au grade d'ingénieur-adjoint de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} janvier 1971

Mensah Paul, ingénieur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)

Au grade d'adjoint technique principal de classe exceptionnelle

Pour compter du 1^{er} janvier 1971

Kuegah Ambroise, adjoint technique principal 3^e échelon

CADRE DES PREPOSES (catégorie D)

Au grade de préposé principal de classe exceptionnelle

Pour compter du 1^{er} janvier 1971

Amegan Issaka, préposé principal 3^e échelon

Au grade de préposé principal 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} janvier 1971

Pello Esso Joseph, préposé de 1^{re} classe 3^e échelon

Elevage

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)

Au grade d'adjoint technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} janvier 1971

Abita A. André, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon
A.C. 27 j

Kengbo Daniel, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon
A.C. 6a 4m

CADRE DES INFIRMIERS D'ELEVAGE (catégorie D)

Au grade d'infirmier d'élevage de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} février 1971

Sikou Jacques Ali Idrissou

Abdoulaye Mörrou

Infirmiers d'élevage de 2^e classe 4^e échelon

Eaux et Forêts

CADRES DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)

Au grade d'adjoint technique principal 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} janvier 1971

Possian Antoine, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon

Au grade d'adjoint technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} janvier 1971

Salifou Yao, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon

Deuxième semestre

Agriculture

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)

Au grade d'adjoint technique principal 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} juillet 1971

Deckon Antoine, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon

Elevage

CADRE DES INGENIEURS-ADJOINTS (catégorie B)

Au grade d'ingénieur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 6 septembre 1971

Dossou Kokou, ingénieur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon

Pour compter du 10 octobre 1971

Freitas Francis, ingénieur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon

Conditionnement des produits

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)

Au grade d'adjoint technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Pour compter du 16 juillet 1971

Gagnon Paul Placca André

Kato A. Simon Gozo Jean

Adjesson Paul do Régis Blaise

de Souza M'chel Sohey Grégoire

Adjointes techniques de 2^e classe 4^e échelon.

Intégrations

Arrêté n° 2-MFP du 3-1-72 — M. Agbekponou A. Pierre, professeurs des collèges d'enseignement général de 3^e classe 3^e échelon (catégorie A2 — indice 1.300) titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section : lettres modernes et du certificat d'études supérieures de maîtrise (C1), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1.450) pour compter du 1^{er} décembre 1971 — A.C. néant.

Il conserve son affectation actuelle.

Arrêté n° 4-MFP du 3-1-72 — M. Badohoun Raphaël, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

Il conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} décembre 1971.

Arrêté n° 21-MFP du 3-1-72 — M. Gonçalves Kodjo Bernard, assistant de production de 2^e classe 4^e échelon (catégorie C — indice 700) du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme de qualification d'agent de production du centre de l'office de la radiodiffusion télévision française (ORTF), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'animateur de programmes de 2^e classe 2^e échelon (catégorie B — indice 850) — A.C. néant.

Il conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter du 8 août 1971.

Arrêté n° 22-MFP du 3-1-72 — M. Amadou Bouraima, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence ès lettres d'enseignement (section anglais) de l'université de Dakar, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300).

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} novembre 1971.

Arrêté n° 763-MFP du 29-12-71 — M. Afovi Jean, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du brevet supérieur de capacité, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} décembre 1971.

Arrêté n° 764-MFP du 30-12-71 — M. Apaloo Mathieu, instituteur de 2^e classe 4^e échelon (catégorie B — indice 1050), titulaire du diplôme universitaire d'études littéraires (D.U.E.L.) est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1100) pour compter du 1^{er} décembre 1971 (ancienneté conservée : 1 à 11 m).

Il conserve son affectation actuelle.

Arrêté n° 765-MFP du 30-12-71 — M. Ankou Victor, ex-moniteur d'agriculture de la République de Guinée (hiérarchie E), est agréé dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité de préposé de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 12 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 (services en République de Guinée depuis 1951).

La situation administrative de M. Ankou est reprise comme suit :

— préposé de 2^e classe 1^{er} échelon + 6 ans de bonification

- préposé de 2^e classe 2^e échelon + 4 ans de bonification
- préposé de 2^e classe 3^e échelon + 2 ans de bonification
- préposé de 2^e classe 4^e échelon — bonification épuisée.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1-MFP du 3-1-72 — M. Ekon Emile, titulaire du diplôme du centre d'apprentissage agricole de Tové, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 4, paragraphe 2 du budget général) pour compter du 1^{er} mars 1962.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 1-3-62 — adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1-3-64 — adjoint technique de 2^e classe 2^e échelon
- 1-3-66 — adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon
- 1-3-68 — adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon
- 1-3-70 — adjoint technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Admissions

Arrêté n° 751-MFP du 22-12-71 — M. Lassey S. Jean, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 752-MFP du 22-12-71 — M. Mensah Z. Foli Herman, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 754-MFP du 27-12-71. — Les candidats et candidates dont les noms suivent, titulaires des diplômes d'Etat d'infirmiers, infirmières ou d'assistants d'hygiène, sont admis ainsi qu'il suit dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général) :

infirmiers et infirmières d'Etat de 2^e classe 2^e échelon

stagiaires

(catégorie C — indice 600)

Koussodji Frédéric	Boua Bakpa Joseph
Détikou Georges	Moussa Yacoubou
Bomboma Larbick	Donkor Manfred
Adjamagbo Daniel	Tomety Emmanuel
Diogo Marie-Claire	Ahligo Clément
Kove Christian	Pana Fernand
Agbakpem Basile	Koudoglo Philippe
N'Djalawe Emmanuel	Dunya Clément
Djaglo Anani	Paidra Bruno
d'Almeida Angèle	Ibrahim Taoufick

Dogle Evans
Katanga Komlan Roger
Soglo Cathérine

Hodabalo David
Lawson Charlotte

**assistants d'hygiène d'Etat de 2^e classe 2^e échelon
stagiaires**

(catégorie C — indice 600)

Nomessi Ernest	Djobo Boukari
Siatitse Traugott	Gbodjo Seth
Afeviotowou Emmanuel	Kountouti Gbartchètèbe
Koffi Gilbert	Bileou Souleman.

Les candidats dont les noms suivent, titulaires du diplôme d'Etat de laborantin sont, en attendant l'institution d'un cadre de laborantins, nommés infirmiers d'Etat de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général) :

Tignokpa Dieudonné	Zoulkarneini Issifou
Agbangba Jean	Napo Koutobè
Akatchy Pierre	Kouboumon Branford.
Tchalim Antoinette	

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} octobre 1971.

Arrêté n° 757/MFP du 27-12-71. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne MM. :

Akakpovi K. Jean	Issa Aboudou-Kérim
Alassani Yacoubu	Latévi K. Jean

l'arrêté n° 646/MFP du 30 octobre 1971 portant nomination.

Arrêté n° 3/MFP du 3-1-72. — Mme Kponton Irma Nadouvi, titulaire du diplôme d'Etat d'infirmière, est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmière d'Etat de 2^e cl. 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de la santé publique (budget autonome du centre national hospitalier de Lomé).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 5/MFP du 3-1-72. — M. Messavussu Adovi Etienne, ex-instituteur-adjoint du Niger, titulaire du BEPC, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 6/MFP du 3-1-72. — M. Assemboni Théophile, titulaire du certificat d'études supérieures de Licence (section Lettres modernes) et du certificat d'études supérieures de maîtrise de linguistique, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 7/MFP du 3-1-72. — M. Tameli Pagourou François, titulaire du « general certificate of education (advanced level) », est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 8/MFP du 3-1-72. — M^{lle} Mensah Rita, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et de la première partie du monitorat d'enseignement ménager familial, est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'assistante médico-sociale de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et affectée au centre national de formation sociale (chapitre 24, article 8 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 9/MFP du 3-1-72. — M^{lle} Kodjo Eha Marie Hélène, titulaire du B.E.P.C., est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 10/MFP du 3-1-72. — M. Touvor Bénédicte, licencié ès-sciences économiques, qui a subi avec succès l'examen de fin de stage du cycle d'études de l'école nationale des impôts à Clermont-Ferrand (France), est admis dans le corps des fonctionnaires des contributions directes en qualité d'inspecteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1200) et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 11 du budget général) pour compter du 15 juillet 1971.

Arrêté n° 11/MFP du 3-1-72. — MM. Anitteou K. Justin et Kilimtetou François, titulaires du certificat de probation sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 19/MFP du 3-1-72. — M. Mensah Edoe Daniel, titulaire du brevet d'études du premier cycle (B.E.P.C.) et du brevet d'études professionnelles (B.E.P.) est, en attendant la publication du statut particulier du personnel de secrétariat, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Nomination

Arrêté n° 758/MTAS-DG/TMOSS du 27-12-71. — MM. Balikou Ali Charles et Bassan V. Alexis, secrétaires d'administration de 2^e classe, respectivement en service à l'inspection du travail et à la main-d'œuvre, sont nommés contrôleurs du travail et des lois sociales.

MM. Balikou Ali Charles et Bassan V. Alexis prêteront serment conformément aux dispositions de l'article 151 du code du travail.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Passages automatiques d'échelon

Décision n° 2071/MFP du 22-12-71 — Mme Montso Prisca, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, est élevée au 3^e échelon de son grade pour compter du 21 juillet 1970 — AC 20 jours.

Décision n° 2077/MFP du 22-12-71 — Sont constatés au titre du deuxième semestre 1971 et pour compter des dates ci-après, les passages automatiques à l'échelon supérieur de leur grade des fonctionnaires dont les noms suivent, appartenant au corps du trésor :

CADRE DES INSPECTEURS (catégorie A2)

Au 4^e échelon du grade d'inspecteur de 2^e classe

- 1-8-71 — Fumey K. Christophe, inspecteur de 2^e classe 3^e échelon
- 1-8-71 — Gnansa Lémou Laurent, inspecteur de 2^e classe 3^e échelon

Cadre des contrôleurs (catégorie B)

Au 3^e échelon du grade de contrôleur de 1^{re} classe

- 15-11-71 — Akuesson Thomas, contrôleur de 1^{re} classe 2^e échelon.

Au 4^e échelon du grade de contrôleur de 2^e classe

- 29-12-71 — Zékpa Prosper, contrôleur de 2^e classe 3^e échelon

CADRE DES AGENTS DE RECOUVREMENT (catégorie C)

Au 2^e échelon du grade d'agent de recouvrement de 2^e classe

- 1-8-71 — Akakpo Théophile
- 1-8-71 — Ajavon Alexandre
- 1-8-71 — Agbokou Nicolas
- 1-8-71 — Johnson D. François
- 1-8-71 — Djyehoue Régine, née Lassey
- 4-8-71 — Baoua A. Jonas
- 4-8-71 — Lawson L. Théophile
- 4-8-71 — Gagnon K. Pierre
- 4-8-71 — Kétey Kwami Samuel

agents de recouvrement de 2^e classe 1^{er} échelon

Au 2^e échelon du grade d'agent de recouvrement de 2^e classe

- 1-8-71 — Ayika Foly G. Blaise, agent de recouvrement de 2^e classe 1^{er} échelon

Décision n° 2078-MFP du 22-12-71. — M. Galokpo Bernard, agent d'exploitation de 1^{re} classe 2^e échelon des postes et télécommunications est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1971 (ancienneté conservée : 1 an).

La présente décision a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 2108-MFP du 27-12-71. — Mme Lawson Claudine, née Kouévi, institutrice-adjointe de 3^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevée au 4^e échelon de son grade pour compter du 28 décembre 1969.

Décision n° 2109-MFP du 27-12-71. — Mme Amedodji Juliette, sage-femme de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est élevée au 3^e échelon de son grade pour compter du 16 octobre 1970.

Décision n° 2110/MFP du 27/12/71 — M. Meatchi Emile aide-opérateur de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la statistique générale, est élevée au 4^e échelon de son grade pour compter du 19 juin 1971.

Décision n° 2111/MFP du 27/12/71 — M. Abbey Barthélémy, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 24 décembre 1971.

Décision n° 2112/MFP du 27-12-71 — M. Kekeh Henri, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} juin 1971.

Décision n° 2113/MFP du 27-12-71 — M. Apetoh K. Aristide, instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé au 4^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} octobre 1970.

Décision n° 2114/MFP du 27-12-71 — M. Kangni A. Léonard, greffier de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel judiciaire, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 7 août 1971.

Décision n° 2115/MFP du 27-12-71 — M. Date Mathieu, adjoint administratif principal 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1971.

Décision n° 2118/MFP du 27-12-71 — M. Dossouvi Séverin, instituteur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} décembre 1971 (bonification conservée : 1 an 11 mois).

Décision n° 2139/MFP du 29-12-71 — Sont constatés au titre du deuxième semestre 1971 et pour compter des dates ci-après les passages automatiques à l'échelon supérieur de leur grade des fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps des douanes.

CADRE DES CONTROLEURS (catégorie B)

au 2^e échelon du grade de contrôleur de 1^{re} classe

- 1-7-71 — Ametepe Stanislas, contrôleur de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 1-7-71 — Ahebla Elie, contrôleur de 1^{re} classe 1^{er} échelon

CADRE DES AGENTS DE CONSTATATION (catégorie C)

au 3^e échelon du grade d'agent de constatation principal

- 1-7-71 — Akouegnon Thomas, agent de constatation principal 2^e échelon

au 3^e échelon du grade d'agent de constatation de 1^{re} classe

- 1-7-71 — Amah Théophile,
- 1-7-71 — Karvie Dominique
- 1-7-71 — Ayih Emmanuel

agents de constatation de 1^{re} classe 2^e échelon

au 2^e échelon du grade d'agent de constatation de 1^{re} classe

- 1-7-71 — Kangni Joseph
- 1-7-71 — Kuwonou Emmanuel
- 18-12-71 — Palanga Basile

agents de constatation de 1^{re} classe 1^{er} échelon

au 2^e échelon du grade d'agent de constatation de 2^e classe

- 1-7-71 — Djondo Anani Jean
- 1-7-71 — Dogble E. Adolphe
- 1-7-71 — Amewonou Théodore
- 1-7-71 — Govon K. Symphorien
- 1-7-71 — Birrégah B. Justin,

agents de constatation de 2^e classe 1^{er} échelon

CADRE DES PREPOSES (catégorie D)

au 2^e échelon du grade de brigadier chef

1-7-71 — Adake Tani Sibi, brigadier chef 1^{er} échelon

au 3^e échelon du grade de brigadier

1-7-71 — Mensah K. Michel, brigadier 2^e échelon

au 4^e échelon du grade de préposé

1-10-71 — Folly E. Henri

1-10-71 — Ekoué Louis

1-10-71 — Avumadi Vincent

1-10-71 — Yovoh Théodore

1-10-71 — Assala Samuel

1-10-71 — Konou Louis

préposés 3^e échelon

au 2^e échelon du grade de préposé

8-12-71 — Géraldo Karimou

8-12-71 — Afo Kumana Alain

8-12-71 — Akakpo Emmanuel

8-12-71 — Kokou Hoh Martin

8-12-71 — Nawanou Abder Rhaman

8-12-71 — Anyinefa A. Jacob

8-12-71 — Abotsi Ferdinand

8-12-71 — Koudohou Aboudou

8-12-71 — Gaba A. Sylvestre

8-12-71 — Barnabako Ferga

8-12-71 — Abdoulaye Bawa

8-12-71 — Edoth Ananou Léon

8-12-71 — Aziagba Komlan Johannes

8-12-71 — Sehoubo Dotchou

8-12-71 — Sewa Kwami Joseph

préposés 1^{er} échelon

Décision n° 17/MFP du 3-1-72 — M. Ayoub Assani, adjoint technique principal 2^e échelon du corps des fonctionnaires des eaux et forêts, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1971.

Titularisation — Reclassement et avancement automatique d'échelon

Arrêté n° 755/MFP du 27-12-71. — M. Agbodo C. Vincent, assistant de production de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 2 janvier 1971 — AC 1 an.

Arrêté n° 762/MFP du 29-12-71. — Les infirmiers et infirmières adjoints 1^{er} échelon stagiaires et les aides-sanitaires adjoints 1^{er} échelon stagiaires dont les noms suivent du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} mars 1971 (ancienneté conservée : 1 an).

Issa Salamatou
Adjakpley Nicole, née Wilson
Djondo Marie
Waklarsi Vicentia, née Amoussou
Kponton Appolonia
Soarès Amélie
Kponton Agathe
Freitas Josephine, née Schummer
Kudzu Jeannette
Gnagna K. René
Loti K. Moïse
Houkali A. Norbert
Gnongbo Tchoro Bouraima
Djiny Etienne
Karim Moumouni
Boukari Halirou
Gnani Gbati Guy

Medougou Gabriel
Tonkaguida Bikazinam John
Andjao René
Djagba G. Jérôme
Moussa Seidou
Lochina Abora
Lagbema Gambila
Adjia Aziambo Tondja
Djakpa Soulé
Mississo Martin
Kogné Bernard
Alassani Karamoko
Gbedemah Justine
Palanga Cécile
Gbetey François Xavier
Zokli Kodjotsè Alex

Dekpoh K. Confort
Koumouvi Kétévi Roch
Amoussou Kpoko Anicet Vital
Kouégnahouin A. Daniel
Tchanchampo Anbem
Idrissou Adamou
Kpodar Ekoué Dominique
Wallabreque M. Mathieu
Kogbe Kwami Benoît
Torka Paul
Folly Mensah Louis
Koudigue K. Jean
Kobaya Pascal
Hourgnomba Tomina Pierre
Afanvi Marcellin Kablais

Une bonification des 2/3 de leur ancienneté d'agents non fonctionnaires est accordée à chacun des intéressés dans les conditions suivantes, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69.113 du 28 mai 1969 :

Adjakpley Nicole, née Wilson, engagée le 16-3-56 — bonification : 6 ans

Djondo Marie, engagée le 15-4-59 — bonification : 6 ans
Waklarsi Vicentia, engagée le 15-4-59 — bonification : 6 ans

Soarès Amélie, engagée le 1-4-60 — bonification : 6 ans
Kponton Appolonia, engagée le 1-4-61 — boni. : 6 ans
Kponton Agathe, engagée le 1-4-61 — bonification : 6 ans
Freitas Josephine, née Schummer, engagée en 1947 — bonification : 6 ans

Issa Salamatou, engagée en 1953 — bonification : 6 ans
Gnagna René, engagé le 16-6-52 — bonification : 6 ans
Loti K. Moïse, engagé le 1-2-58 — bonification : 6 ans
Houkali A. Norbert, engagé le 1-6-64 — bonification : 4 ans

Gnongbo Tchoro Bouraima, engagé le 11-3-38 — bonification : 6 ans

Karim Moumouni, engagé le 11-3-38 — bonification : 6 ans

Boukari Halirou, engagé le 1-1-53 — bonification : 6 ans
Djiny Etienne, engagé le 1-10-56 — bonification : 6 ans
Gnani Gbati Guy, engagé 26-5-53 — boni. 6 ans
Medougou Gabriel, engagé le 1-4-44 — bonification : 6 ans
Djagba Jérôme, engagé le 15-12-57 — bonification : 6 ans
Tonkaguida Bikazinam John, engagé le 1-6-61 — bonification : 6 ans

Lochina Abora, engagé le 1-1-43 — bonification : 6 ans
Langbema Gambila, engagé le 13-4-44 — bonification : 6 ans

Adjia Aziambo Toudja, engagé le 10-4-67 — bonification : 1 an 2 mois 20 jours

Djakpa Soulé, engagé le 1-3-38 — bonification : 6 ans
Mississo Martin, engagé le 1-1-62 — bonification : 6 ans
Palanga Cécile, engagée le 1-10-37 — bonification : 6 ans
Gbetey François Xavier, engagé le 27-10-65 — bonification : 2 ans 10 mois

Zokli Kodjotsè Alex, engagé le 15-10-58 — bonification : 6 ans

Dekpo K. Confort, engagée le 1-10-57 — bonification : 6 ans

Koumouvi Kétévi Roch, engagé le 1-12-55 — bonification : 6 ans

Amoussou K. Anicet Vital, engagé le 30-5-61 — bonification : 6 ans

Kouégnahouin A. Daniel, engagé le 1-5-55 — bonification : 6 ans

Wallabreque M. Mathieu, engagé le 1-6-61 — bonification : 6 ans

Folly Mensah Louis, engagé le 1-12-55 — bonification : 6 ans

Tchanchampo Anbem, engagé le 1-2-43 — bonification : 6 ans

Kpodar Ekoué Dominique, engagé le 30-6-61 — bonification : 6 ans

Kogbe Kwami Benoît, engagé le 4-7-61 — bonification : 6 ans

Torka Paul, engagé le 1-7-55 — bonification : 6 ans
 Koudigue K. Jean, engagé le 1-11-61 — bonification : 6 ans
 Idrissou Adamou, engagé le 1-11-61 — bonification : 6 ans
 Kogna Bernard, engagé le 3-6-58 — bonification : 6 ans
 Kobaya Pascal, engagé le 1-11-61 — bonification : 6 ans
 Afanvi Marcellin Kablais, engagé le 4-8-58 — bonification :

6 ans
 Kudzu Jeannette, engagée le 1-1-52 — bonification : 6 ans
 Moussa Seidou, engagé le 8-5-49 — bonification : 6 ans
 Andjao René, engagé le 15-3-37 — bonification : 6 ans
 Allassani Karamoko, engagé le 1-8-43 — bonification :

6 ans
 Gbedemah Justine, engagée le 12-11-57 — bonification :
 6 ans
 Hourgnomba T. Pierre, engagé le 1-8-58 — bonification :
 6 ans.

La situation administrative des infirmiers et infirmières adjoints ci-après désignés est reprise comme suit :

Djakpa Soulé	Gnani Gbati Guy
Freitas Josephine	Lagbema Gambila
Boukari Halirou	Karamoko Allassani
Kongnan Bernard	Kponton Appolonia
Palanga Cécile	Afanvi Marcellin
Djiny Etienne	Djondo Marie
Mississo Martin	Adjakpley Nicole
Kudzu Jeannette	Andjao René
Gbedemah Justine	Kponton Agathe
Waklatsi Vicentia	Djagba G. Jérôme
Moussa Seidou	Soarès Amélie
Zokli K. Alex	Tchanchampo Anhem
Loti K. Moïse	Issa Salamatou
Lochina Abora	Karim Moumouni
Medougou Babriel	Dekpoh Confort
Gnongbo Tchoro Bouraïma	

1-3-71 — infirmiers adjoints 1^{er} échelon + 7 ans bonification
 1-3-71 — infirmiers adjoints 2^e échelon + 5 ans bonification
 1-3-71 — infirmiers adjoints 3^e échelon + 3 ans bonification
 1-3-71 — infirmiers adjoints 4^e échelon + 1 an bonification.

La situation administrative des aides-sanitaires dont les noms suivent est reprise comme suit :

Idrissou Adamou	Koumouvi Kétévi Roch
Kpodar E. Dominique	Kouevignahouin A. Daniel
Koudigue K. Jean	Tonkaguida Bikazinam
Torka Paul	Kobaya Pascal
Hourgnomba Tomina Pierre	Amoussou Kpakpa Anicet
Kogbe K. Benoît	Wallebreque Mathieu
Folly Mensah Louis	

1-3-71 — aides sanitaires adjoints 1^{er} échelon + 7 ans bonification

1-3-71 — aides sanitaires adjoints 2^e échelon + 5 ans bonification

1-3-71 — aides sanitaires adjoints 3^e échelon + 3 ans bonification

1-3-71 — aides sanitaires adjoints 4^e échelon + 1 an bonification

La situation administrative de M. Hounkali Norbert est reprise comme suit :

1-3-71 — infirmier adjoint 1^{er} échelon + 5 ans bonification
 1-3-71 — infirmier adjoint 2^e échelon + 3 ans bonification
 1-3-71 — infirmier adjoint 3^e échelon + 1 an bonification.

La situation administrative de M. Gbetey François Xavier est reprise comme suit :

1-3-71 — infirmier-adjoint 1^{er} échelon + 3 ans 10 mois bonification

1-3-71 — infirmier-adjoint 2^e échelon + 1 an 10 mois bonification.

La situation administrative de M. Adjia Aziambo est reprise comme suit :

1-3-71 — infirmier-adjoint 1^{er} échelon + 2 ans 2 mois 20 jours bonification

10-1-71 — infirmier-adjoint 2^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 20/MFP du 3-1-72 — Les agents spécialisés de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-après désignés, appartenant au corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1970 — A.C. : un an :

Klu Victor
 Lawson Augustin
 Attigan Agbenyénou Joseph.

Une bonification des 2/3 de leur ancienneté d'agents non fonctionnaires est accordée à chacun des intéressés dans les conditions suivantes conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Klu Victor, engagé le 2-3-52 — bonification accordée : 6 ans — RAS 1 an — ancienneté totale 7 ans

Lawson Augustin, engagé le 1-4-61 — bonification accordée : 6 ans — RAS 1 an — ancienneté totale 7 ans

Attigan Joseph, engagé le 1-8-65 — bonification accordée : 2 ans 2 m — RAS 1 an — ancienneté totale 3 ans 2 m.

La situation administrative des intéressés est reprise comme suite :

Klu Victor

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 1^{er} échelon AC 7 ans

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 2^e échelon AC 5 ans

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 3^e échelon AC 3 ans

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 4^e échelon AC 1 an.

Lawson Augustin

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 1^{er} échelon AC 7 ans

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 2^e échelon AC 5 ans

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 3^e échelon AC 3 ans

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 4^e échelon AC 1 an.

Attigan Agbenyénou Joseph

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 1^{er} échelon AC 3 a 2 m

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 2^e échelon AC 1 a 2 m

1-1-70 — agent spécialisé de 2^e classe 2^e échelon AC 1 a 2 m

1-11-70 — agent spécialisé de 2^e classe 3^e échelon (ancienneté épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 23-MFP du 3-1-72. — Les adjoints techniques de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire ci-après désignés, appartenant au corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté de un an.

Pour compter du 16 janvier 1970

Agbodjan P. Eusèbe
 Yoba Mailline Anatole

Pour compter du 8 mars 1970

Tchakpala Séverin

Pour compter du 11 avril 1970

Koriko Issaka

Pour compter du 18 avril 1970

Mafaidja Alain

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter des dates ci-après (ancienneté épuisée).

Pour compter du 16 janvier 1971

Agbodjan P. Eusèbe
Yoba Maillane Anatole

Pour compter du 8 mars 1971

Tchakpala Séverin

Pour compter du 11 avril 1971

Koriko Issaka

Pour compter du 18 avril 1971

Mafaidja Alain.

Régularisation et revision de situation administrative

Arrêté n° 711-MFP du 30-11-71. — La situation administrative de M. Ekoué Anani Joseph, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon est régularisée comme suit :

1-1-70 — adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon + 2 à 3 m bonification

1-1-71 — adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon + 1 à 3 m bonification

1-10-71 — adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 753-MFP du 27-12-71. — La situation administrative de M. Amekoudji Martin, adjoint administratif, en service au ministère de la défense nationale est révisée comme suit :

1-1-70 — adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon + 4 à 5 m AC

1-12-71 — adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon + 4 à 4 m AC

1-12-71 — adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon + 2 à 4 m AC.

Arrêté n° 715-MFP du 2-12-71. — La situation administrative de Mme Fourn, née d'Almeida Odette, agent d'exploitation des postes et télécommunications est régularisée comme suit :

1-1-70 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-12-71 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 2^e échelon + 3 à 5 m bonification.

1-12-71 — agent d'exploitation de 1^{re} classe 3^e échelon + 1 à 5 m bonification.

Engagements

Décision n° 1919/MFP du 16-11-71 — M. Zato Zakari est engagé en qualité d'agent permanent de 2^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 10 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1920/MFP du 16-11-71 — M. Gbadago Komi Emmanuel est engagé en qualité de peintre permanent de 2^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 5 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1921/MFP du 16-11-71 — Les candidats ci-après désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 5 du budget général) :

menuisier permanent 2^e catégorie échelle A

Agbewanou Kossivi (n° 5086/OE/SPMO du 2 février 1970).

peintre permanent 2^e catégorie échelle A

Sowu Sokpui

maçon permanent 2^e catégorie échelle A

Kwamikuma Aba John Yonas.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1922/MFP du 16-11-71 — Les candidats ci-après désignés sont engagés en qualité d'aides-comptables permanents de 5^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale :

Comlan Folicoué Nestor (chapitre 20, article 9, paragraphe 1)

Ocloo Kossi Charles (chapitre 20, article 9, paragraphe 1)

Tchakpodo Léonard (chapitre 20, article 6).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1923-MFP du 16-11-71 — M. Soukoutou Thabi Joseph est engagé en qualité de manoeuvre permanent de 1^{re} catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan, en remplacement de M. Azouma Joseph (chapitre 8, article 8 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1924/MFP du 16-11-71 — M. Tenasse Kourédjéba Firmin est engagé en qualité d'électricien permanent de 3^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1925/MFP du 16-11-71 — M. Yessoufou Célestin est engagé en qualité d'employé de bureau permanent de 5^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 5 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1926/MFP du 16-11-71 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Bayor Issakou Moustapha, la décision n° 1124/MFP du 22 juillet 1971 portant engagement.

M. Bayor Issakou Moustapha est engagé en qualité de comptable-dactylographe permanent de 4^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 7 du budget général).

La présente décision a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 22 juillet 1971 et au point de vu salaire pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1927/MFP du 16-11-71 — Les candidats ci-après sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (compte hors budget 115-39).

opérateur géophysique permanent 6^e cat. éch. A

Missetogne Gbagnon K. Augustin

dessinateur cartographe permanent 3^e catégorie échelle A

Ognami Abotchi Lucas

Mécaniciens permanents 4^e catégorie échelle A

N'Djawa Fidèle

Oureya Adamou

mécanicien permanent 3^e catégorie échelle A

Adjo Tohi Antoine

aide-prospecteur permanent 3^e catégorie échelle A

N'Zonou Konga P. Philibert

aides-prospecteurs permanents 2^e catégorie échelle A

Agbodjan A. Robert

Lawson Charles

Akondo Foudou

Moumouni Houdou

Aziabu A. Barabé

Gassibou A. Alfred

Hazou Louis

Pelei Prosper

Kola Tcha Joseph

Perezi A. Tchaddée

Kolou A. Adolphe

puisatier permanent 2^e catégorie échelle A

Salla Nicolas (n° 10728/OE/SPMO du 28-5-71)

dessinateur-topographe 2^e catégorie échelle A

Adaki Tchao Gilbert

maçon permanent 2^e catégorie échelle A

Laba Ayao Richard

menuisier permanent 2^e catégorie échelle A

Awate Boniface

dactylographe permanente 2^e catégorie échelle A

Tchangai Akouavi Monique

planton permanent 1^{re} catégorie échelle A

Padaha Kékpéta

Koukoui Cyrille

gardien permanent 1^{re} catégorie échelle A

Amdjia Prosper

jardiniers permanents 1^{re} catégorie échelle A

Bouraima Issa

Akoutou K. Michel

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1972/MFP du 25-11-71 — M. Lakignan Tétou Kouami est engagé en qualité de dactylographe permanent de 3^e catégorie échelle A et affecté à la direction de la fonction publique (chapitre 24, article 4 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1973/MFP du 24-11-71 — M. Gbedohou Koffi William est engagé en qualité de mécanicien chauffeur permanent de 4^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports des postes et télécommunications (chapitre 18, article 7 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1978/MFP du 26-11-71 — Est et demeure rapportée la décision n° 653-MFP du 26 avril 1971 portant changement d'imputation budgétaire.

M. Ata David, planton permanent de 1^{re} catégorie échelle B, rayé des effectifs de la commune de Lomé, est incorporé au personnel permanent de la fonction publique (chapitre 8, article 14 du budget général) pour compter du 9 juin 1971.

M. Ata est classé à la 2^e catégorie échelle A, pour compter de la même date.

La présente décision a effet au point de vue salaire pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 1979-MFP du 26-11-71 — Les candidats ci-après désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 10 du budget général) :

agent permanent 3^e catégorie échelle A.

Adedje Koffi Emmanuel

agent permanent 2^e catégorie échelle A

Adahe Lessou Joseph.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 2036/MFP du 8-12-71 — Les candidats ci-après désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général) :

moniteurs permanents 4^e catégorie échelle A

Akpa Ayi Emmanuel

Tegue Selera Esther

Okouma Samuel

monitrice permanente 2^e catégorie échelle A

Laré Deouware Marie

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Changement d'emploi

Décision n° 2026/MFP du 6-12-71 — Mme Dontema Catherine, garde-malades permanente 1^{re} catégorie échelle B, en service au centre national hospitalier de Tokoin, est classée dans la catégorie des infirmières.

L'intéressée conserve l'ancienneté acquise dans son échelle.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 749/MFP du 21-12-71 — M. Sodji Armand, infirmier d'Etat de 1^{re} classe 1^{er} échelon, en service à la subdivision sanitaire d'Anécho, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Pendant la suspension, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de sa solde majorée des allocations à caractère familial.

Incarcération

Décision n° 2135/MFP du 27-12-71 — Est constaté pour compter du 25 juillet 1970, l'incarcération de M. Kpante Bako Alassani, préposé de 2^e classe 4^e échelon des postes et télécommunications, en service à Sokodé.

Pendant la durée de l'incarcération, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Licenciement

Arrêté n° 756/MFP du 27-12-71 — M. Freitas Déo Pierre, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, précédemment en service au cours complémentaire officiel d'Abobo, est licencié de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} novembre 1971.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 21-12-71 à l'arrêté n° 725/MFP du 6 décembre 1971 portant nomination,

Au lieu de :

M. Klutse B. Ysaïe, titulaire du « Master of Science with a major in civil Engineering » de l'université d'Oklahoma (USA) est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Lire :

M. Klutse B. Isaïe, titulaire du « Master of science » de l'université d'Oklahoma (USA) et du diplôme de génie civil de l'université de Missouri (USA) est, en attendant la création du cadre des ingénieurs sanitaires, admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieurs de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le reste sans changement.

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

ARRETE N° 1 — MTP/TP/D du 6-1-72 portant rattachement du secteur des travaux publics de Kandé à la subdivision des travaux publics de Lama-Kara.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS.

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'arrêté du 23 février 1938 portant organisation et fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du Togo, modifié par les arrêtés du 8 janvier 1947, 22 mai 1948, 13 décembre 1955 ;

Vu l'arrêté n° 35-MTP-TP-D du 26 octobre 1967 portant création de la subdivision des travaux publics de Lama-Kara ;

Sur proposition du directeur du service des travaux publics,

ARRETE :

Article premier — Pour compter du 1^{er} janvier 1972, le secteur des travaux publics de Kandé dépendant précédemment de la subdivision des travaux publics de Mango, est détaché de celle-ci et rattaché à la subdivision des travaux publics de Lama-Kara.

Art. 2 — Le personnel en service ainsi que les immeubles et meubles dudit secteur sont mis à la disposition de la subdivision des travaux publics de Lama-Kara.

Art. 3 — Le rattachement du secteur de Kandé à la subdivision des travaux publics de Lama-Kara ne devra entraîner la création d'aucun poste budgétaire nouveau.

Art. 4 — Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 6 janvier 1972

A. Mivedor

Classement

Décision n° 3/MTP/TP du 6-1-72 — Les agents journaliers des travaux publics ci-après désignés reçoivent le classement suivant :

Kpadenou Philippe, chauffeur journalier, en service à la subdivision des travaux publics d'Atakpamé, est classé à la 3^e catégorie échelle A des agents permanents.

Traoré Lucie, dactylographe journalière, en service à la subdivision des travaux publics de Mango, est classée à la 2^e catégorie échelle A des agents permanents.

Le salaire des intéressés reste supporté par les crédits fonds travaux.

La présente décision a effet à compter du 1^{er} janvier 1972.

DIVERS**MINISTERE DE L'INTERIEUR****Interdiction de séjour**

Arrêté n° 1-INT-APA du 5-1-72 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a) — pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération, au nommé Akpiti Sourou, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1934 à Porto-Novo (République du Dahomey), fils de Zinsou Akpiti et de feu Zansi, réparateur de vélos, domicilié à Lomé, condamné pour vol à la tire à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 28 avril 1971 du tribunal correctionnel d'Atakpamé, (FD 11131/33332) ;

b) — pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération, au nommé Amidou Chakirou, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1948 à Porto-Novo (République du Dahomey), fils de feu Amidou et de Rali, sans profession, domicilié à Lomé, condamné pour vol à huit mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par arrêt en date du 11 novembre 1971 de la cour d'appel du Togo (FD 11134/43332).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté, n° 2-INT-APA du 5-1-72 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdite, pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération, au nommé Harm Wolf Dieter, détenu à la prison civile de Lomé, né le 13 août 1939 à Scheweerin (Allemagne), fils

de Harm Frieddrick et de Elfriede, ingénieur-mécanicien, domicilié à Lomé-Tokoin-Séminaire, condamné pour émission de chèque sans provision préalable et disponible et de vol de voiture à six mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 1^{er} décembre 1971 du tribunal correctionnel de Lomé, (FD 11.111/22.222-28-7-12).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

CIRCULAIRE N° 36/MFEP/DE du 31-12-71 abrogeant la circulaire n° 31/MFEP du 9 décembre 1971 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières.

La circulaire n° 31/MFEP du 9 décembre 1971 modifiant la circulaire n° 20/MFEP du 7 septembre 1971 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières est abrogée.

En conséquence, les comptes étrangers en francs et les comptes en francs financiers ouverts à des non-résidents peuvent désormais être débités de toutes les opérations prévues par la circulaire n° 20 du 7 septembre 1971.

Lomé, le 31 décembre 1971

Le ministre des finances, de l'économie et du plan,

J. TEVI

LETTRE-CIRCULAIRE N° 5/MFEP/DE du 6-1-72

LE MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

A MESSIEURS LES INTERMEDIAIRES AGREES

Objets : Réglementation de la position globale nette en devises et en francs des établissements bancaires à l'égard de l'étranger.

Référence : Ma lettre-circulaire n° 19/MFEP/DE du 6 septembre 1971.

Messieurs

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les limitations apportées par ma lettre-circulaire citée en référence à la position extérieure des banques sont levées.

Par contre, est maintenue l'obligation rappelée par les alinéas 1, 2 et 3 de ladite circulaire concernant la communication à la banque centrale des informations demandées par elle sur les opérations extérieures des banques et établissements financiers.

Je vous prie de croire, Messieurs, à l'assurance de ma considération distinguée.

Lomé, le 6 janvier 1972

J. TEVI

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Budget d'investissement

Le Service des Travaux Publics fait appel à la concurrence pour la construction d'un bloc administratif au Centre National Hospitalier de Tokoin.

Les soumissions devront parvenir avant onze heures locales (11 h) du jour fixé pour l'ouverture des plis qui aura lieu à la Présidence de la République à Lomé, salle de réunion de la Commission Consultative des Marchés à quinze heures locales le 2 février 1972.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par l'Arrondissement Bâtiments (Direction des Travaux Publics) contre la remise d'un rouleau de papier ozalid et un paquet stencol de 48 feuilles.

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'Arrondissement Bâtiments à la Direction des Travaux Publics.

Lomé, le 18 janvier 1972

Le directeur du service des travaux publics,

B. DAGADZI

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es-mains du conservateur soussigné, dans un délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de 1^{re} instance de Lomé et de la section d'Aného dudit tribunal.

(Le service du Journal Officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Suivant réquisition, n° 5785, déposée le 29 novembre 1971, le sieur Têko Kangni, profession de cultivateur demeurant et domicilié à Anfoin Apétokomé, cir. adm. d'Aného, Mandataire de la famille Têko Messanh Apétovi, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 as 29 cas, situé à Anfoin Ville, cir. adm. d'Aného, connu sous le nom d'Apétokomé et borné au nord par la route Kponou, au sud par la route Vogan, Têko Koévi.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la famille Têko M. Apétovi, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

- 1°) Têko Kangni cultivateur à Anfoin Apétokomé
- 2°) Têko Amouzou commis à la Cour d'Appel à Lomé
- 3°) Têko Afanou cultivateur à Anfoin
- 4°) Têko Povi cultivatrice à Anfoin
- 5°) Têko Tchotchou cultivatrice à Anfoin
- 6°) Têko Adakou cultivatrice à Anfoin

7°) Têko Gnamadon cultivateur à Anfoin

8°) Têko Kokoè revendeuse à Anfoin

9°) Têko Dédé cultivatrice à Anfoin

10°) en représentation de feu Têko Kouévi décédé à Anfoin le 25 juin 1966

a) Têko Anani Nicodème chef du village d'Anfoin

b) Têko Kangni cultivateur à Anfoin

c) Têko Messanvi cultivateur à Anfoin

d) Têko Homégni sans profession à Anfoin

e) Têko Kokouvi cultivateur à Anfoin

f) Têko Ananou Mécanicien à Anfoin

h) Têko Yaovi apprenti-mécanicien à Anfoin

g) Têko Yovogan sans profession à Lomé.

Suivant réquisition, n° 5786, déposée le 2 décembre 1971, le sieur Hussey Edoh Léonard, profession d'Infirmier, demeurant et domicilié à Lomé 9, Rue Doté Mensah, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural non bâti consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 34 as 28 cas situé à Aflao, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom d'Agbaledogan et borné au nord, à l'est par Akli Godomé au sud par Amekudi Zégbia et à l'ouest par Eklou Ahonlou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5787, déposée le 3 décembre 1971, le sieur Sébastien Tevi Lawson, profession d'Agent Commercial à la Hollando, demeurant et domicilié à Lomé, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 41 as 63 cas, situé à Noudokondji, (canton de Baguida) circ. adm. de Lomé et borné au nord, à l'ouest par Koudjodji Sossou au sud par Léon Bacca et à l'est par Hoévédi Adjallé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5788, déposée le 4 décembre 1971, le sieur Agbemaplé Gabriel, profession de Transporteur, demeurant et domicilié à Lomé Nyékonakpoé, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3 as 68 cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au nord par la rue Tamakloé prolongée, au sud par la famille Gogui, à l'est par Mme Lodonou A. Patience et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5789, déposée le 6 décembre 1971, le sieur Bassa Kadjawata, profession de charpentier, demeurant et domicilié à Lomé Tokoin, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 as 38 cas, situé à Lomé,

connu sous le nom de Tokoin Hôpital et borné au nord, à l'est, à l'ouest par la famille Simon Dadzie, et au sud par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5790, déposée le 7 décembre 1971, la Dame Lucie Yawa Joppa, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé 37, Rue d'Amoutivé, Majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 7 as 34 cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin St Joseph et borné au nord par une rue en projet, au sud par la Collectivité Kenon et Sikpoé, à l'est par Andréas Pédanou et à l'ouest par Louis D. Attivi.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5791, déposée le 8 décembre 1971, le sieur Ankou Barnabas, profession de contrôleur des douanes, demeurant et domicilié à Lomé, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 49 as 44 cas, situé à Aflao, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Toti et borné au nord par Agbenyigan et Amenyetovi, au sud par Kokou Donou, à l'est par Adjéda Donou et à l'ouest par Avolékadji Donou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5792, déposée le 8 décembre 1971, le sieur Ankou Barnabas, profession de contrôleur des douanes, demeurant et domicilié à Lomé, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 51 as 71 cas, situé à Aflao, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Toti et borné au nord par Avolékadji Donou, au sud par Anika Donou, à l'est par Kokou Donou et à l'ouest par Gbenyedji Venance.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5793, déposée le 8 décembre 1971, le sieur Ankou Barnabas, profession de contrôleur des douanes, demeurant et domicilié à Lomé, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 20 as 47 cas, situé à Aflao, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Toti et borné au nord par Akofi Anika au sud par Doufodji Renaud, à l'est par la route Toti et à l'ouest par Venance Gbenyedji.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5794, déposée le 11 décembre 1971, le sieur Bagnah Joseph, profession de Directeur Général de l'OPAT demeurant et domicilié à Lomé, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 11 as 87 cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin Tanmé et borné au nord, à l'est par Nyassor, au sud par une rue en projet et à l'ouest par la route d'Atakpamé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5795, déposée le 13 décembre 1971 le sieur Emile Kenneth Abah, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé 6 rue de l'Hôpital, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 12 as 02 cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin Tanmé et borné au nord, au sud par Adikossi Kpikpa, à l'est et à l'ouest par les rues en projets.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5796, déposée le 15 décembre 1971 le sieur Klu Samuel profession d'insstituteur, demeurant et domicilié à Agou Nyongbo, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 6 as 74 cas situé à Palimé connu sous le nom de Fossi Kpodjimondji et borné au nord, à l'ouest par Emmanuel Glover, au sud par une rue en projet et à l'Est par la route de Palimé-Atakpamé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5797, déposée le 16 décembre 1971 la dame Adabunu Eunice profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé 50, rue de Bè, Majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité Togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 38 as 19 cas situé à Lomé connu sous le nom de Tokoin Aviation et borné au nord par la Collectivité Agbavito Anoukon, au sud, à l'ouest par Agbaleti Aziawonou et à l'est par Midekor Agbessi Dick.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 5798, déposée le 17 décembre 1971 la dame Aguiar Justine Djatougbe, née Assagba, profession de ménagère, demeurant et domiciliée à Lomé, Majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité Togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en for-

me d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 3 as 21 cas situé à Lomé, connu sous le nom de Doulassamé et borné au nord par la rue Paul Malazoué, au sud par Christian Bockner à l'est par Maximin Ananou et à l'ouest par la rue de Paris.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5799, déposée le 22 décembre 1971 le sieur Remy A. Dackey profession de Docteur en médecine, demeurant et domicilié à Palimé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 22 as 98 cas situé à Palimé. Circ. Adm. de Klouto connu sous le nom de Kpégolo et borné au nord par Cosmas Amoudokpo et Fokè Marcus, au sud par la route Palimé-Missahöhe, à l'est et à l'ouest par des rues en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,

E. K. Dogbé

AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier N° 3491 du Territoire du Togo, appartenant au sieur Djahlin Nicoué Alphonse.

Pour première insertion

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier N° 4099 T.T Volume XXI F° 178, appartenant au sieur Coffi Emmanuel.

Pour première insertion

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier N° 111 du Cercle de Lomé, appartenant à Madame Assah-Tometi Hoénameko.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte de la Copie du Titre Foncier n° 266 du Territoire du Togo, appartenant à Madame POVI Martina.

(Pour deuxième insertion)

RECEPISSES DE DECLARATION D'ASSOCIATION

(N° 63/INT/APA du 24-1-72)

Titre de l'Association : « Assilassimé Gom-Gom »

Buts : a) Resserrer les liens de fraternité et de solidarité entre tous les membres ;

b) Venir en aide à ses membres en cas de décès, mariages, sortie de deuil et maladie ;

c) Organiser des jeux de tam-tam.

Siège social : Lomé, Cocoteraie Pa de Souza-Bè — Maison Améganvi Michel (Cellule n° 21).

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

IMPRIMERIE EDITOGO — LOMÉ

Dépôt légal n° 4